

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des affaires sociales et de la
santé

Arrêté du 18 janvier 2017

relatif à l'interdiction de la mise à disposition de boissons à volonté, gratuites ou pour un prix forfaitaire, avec ajout de sucres ou d'édulcorants de synthèse

NOR : AFSP1631228A

Publics concernés : Les professionnels de la restauration commerciale et de la restauration collective et sociale, les professionnels de l'hôtellerie et des clubs de vacances ainsi que les gérants de tous autres lieux de restauration ouverts au public, les établissements destinés à l'accueil, à la formation et à l'hébergement des mineurs, le public fréquentant ces établissements et lieux de restauration, en particulier les mineurs.

Objet : Le présent arrêté définit la liste des catégories de boissons avec ajouts de sucres ou d'édulcorants dont la mise à disposition, en accès libre, sous forme d'offre à volonté gratuite ou pour un prix forfaitaire, est interdite dans tous les lieux de restauration ouverts au public, les établissements scolaires et les établissements destinés à l'accueil, à la formation et l'hébergement des mineurs afin de limiter, notamment chez les jeunes, les risques d'obésité, de surpoids et de diabète conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé. Cette liste comprend par exemple les boissons suivantes : les boissons gazeuses et non gazeuses aromatisées, des concentrés comme les sirops de fruits, les boissons à base d'eau, de lait, de céréales, de légumes ou de fruits y compris les boissons pour sportifs ou les boissons énergisantes, les nectars de fruits, les nectars de légumes et produits similaires, dès lors que ces boissons contiennent des sucres ajoutés ou des édulcorants de synthèse.

Entrée en vigueur : Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : L'article L. 3232-9 du code de la santé publique prévoit que la mise à disposition, en accès libre, sous forme d'offre à volonté gratuite ou pour un prix forfaitaire, de boissons avec ajout de sucres ou d'édulcorants de synthèse est interdite dans tous les lieux de restauration ouverts au public, les établissements scolaires et les établissements destinés à l'accueil, à la formation et l'hébergement des mineurs.

Un arrêté des ministres chargés de la santé, de l'agriculture et de la consommation fixe la liste des catégories de boissons mentionnées au premier alinéa,

Références : L'arrêté est pris pour l'application de l'article 16 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé créant un article L.3232-9 dans le code de la santé publique. Les dispositions du *code de la santé publique* peuvent être consultées, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

La ministre des affaires sociales et de la santé, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte parole du gouvernement, et la secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire,

Vu le règlement (CE) n°1925/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 concernant l'adjonction de vitamines, de minéraux et de certaines autres substances aux denrées alimentaires,

Vu le règlement (CE) n° 1333/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 sur les additifs alimentaires,

Vu la directive 2012/12/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 avril 2012, modifiant la directive 2001/112/CE du Conseil relative aux jus de fruits et à certains produits similaires destinés à l'alimentation humaine ;

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 3232-9 ;

Vu le décret n°2003-586 du 30 juin 2003 pris pour l'application de l'article L.214-1 du code de la consommation en ce qui concerne certains sucres destinés à la consommation humaine ;

Vu le décret n°2003-838 du 1^{er} septembre 2003 pris pour l'application de l'article L.214-1 du code de la consommation en ce qui concerne les jus de fruits et certains produits similaires destinés à la consommation humaine ;

Arrêtent :

Article 1

Dans les lieux et conditions fixés à l'article L. 3232-9 du code de la santé publique, est interdite la mise à disposition, en accès libre, sous forme d'offre à volonté gratuite ou pour un prix forfaitaire, des nectars mentionnés au 14-1-3 et des boissons aromatisées citées au 14-1-4 de la partie D de l'annexe II du règlement (CE) n°1333/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 sur les additifs alimentaires dès lors qu'ils contiennent des sucres ajoutés ou des édulcorants de synthèse.

Article 2

Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Article 3

Le directeur général de la santé, le directeur général de l'alimentation et la directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le [18 JAN. 2017

Pour la ministre des affaires sociales et de la santé,

Le Directeur Général de la Santé,

Le Directeur général de la Santé
Professeur Berjon VALLET

Pour le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte parole du gouvernement,

~~Le directeur général de l'alimentation
Patrick DENAUMONT~~

Le Directeur général de l'Alimentation

Pour le ministre de l'économie et des finances

La Directrice générale de la concurrence, de la consommation
et de la répression des fraudes

Pour la Secrétaire d'Etat auprès du ministre de
l'économie et des finances, chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de
l'économie sociale et solidaire

La Directrice générale de la concurrence, de la consommation
et de la répression des fraudes

Article 3

Le directeur général de la santé, le directeur général de l'alimentation et la directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le [] 18 JAN. 2017

Pour la ministre des affaires sociales et de la santé,

Le Directeur Général de la Santé,

Le Directeur général de la Santé
Professeur Benoît VALLET

Pour le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte parole du gouvernement,

Le Directeur général de l'Alimentation

Pour le ministre de l'économie et des finances


Nathalie HOMOBONO
La Directrice générale de la concurrence, de la consommation
et de la répression des fraudes

Pour la Secrétaire d'Etat auprès du ministre de
l'économie et des finances, chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de
l'économie sociale et solidaire


La Directrice générale de la concurrence, de la consommation
et de la répression des fraudes
Nathalie HOMOBONO